

20230928 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/52125/la-police-francaise-ma-fait-descendre-du-train--a-menton-a-la-frontiere-italienne-les-refoulements-sintensifient>

Grand angle



Ramzi et Maher, deux cousins Tunisiens, ont tenté de traverser la frontière franco-italienne par la montagne dans la nuit, avant de se faire intercepter par des militaires français puis refouler vers Vintimille. Crédit : Rana Aldiab, Maïa Courtois pour InfoMigrants

"La police française m'a fait descendre du train" : à Menton, à la frontière italienne, les refoulements s'intensifient

Par [Maïa Courtois](#) Publié le : 28/09/2023

Contrôles d'identité dans les trains, militaires patrouillant dans les montagnes, caméras de surveillance... La frontière française de Menton est de plus en plus militarisée pour empêcher les passages de migrants de l'Italie vers la France, par anticipation des arrivées depuis Lampedusa. Chaque jour, une centaine de personnes reçoivent un refus d'entrée délivré par les autorités françaises et doivent retourner de l'autre côté de la frontière, à Vintimille.

Maïa Courtois, envoyée spéciale à Vintimille

Le train s'arrête, portes ouvertes, à peine plus longuement que d'habitude. Trois, quatre minutes au maximum. Neuf policiers stationnent sur le quai de la station de Menton-Garavan. Une annonce au haut-parleur : "Dans le cadre d'un contrôle de police dans ce train, nous vous demandons de présenter vos documents d'identité". Un policier hèle ses collègues : "Ils sont où ?"

"Ils" sont dans le dernier wagon. Un mot circule : cinq agents s'empressent d'y entrer. Une poignée de secondes plus tard, les voilà ressortis, encerclant deux jeunes hommes aux traits fermés, de maigres sacs sur le dos. "Allez, asseyez-vous. On va ouvrir les sacs. Tu comprends, le sac ? Allez, ouvre le sac. C'est quoi ton nom ?"

Les ordres pleuvent. Parmi les passagers du train, personne n'a réagi. C'est ainsi à chaque fois : les policiers passent entre les rangs, observent les visages et font descendre les personnes suspectes à leurs yeux - celles qui ne sont pas blanches de peau, dont les vêtements sont usés ou dont le stress est palpable. La routine.

Le contrôle ne se fait qu'une fois sur le quai, alors que le train est déjà reparti. Les deux jeunes hommes, assis sur un banc, donnent calmement leurs informations. Tous deux viennent du Maroc. Ce matin, leur tentative de traverser la frontière de l'Italie à la France a échoué.

Embarqués dans une Berlingo grise, tous deux vont être refoulés vers Vintimille. Retour à la case départ.

"Nous avons dormi par terre"

Comme chaque matin dès 8 heures, une équipe de Médecins sans frontières (MSF) patiente près des postes de police italien et français, qui se font face de chaque côté de la ligne frontalière. C'est là qu'arrivent les premiers refoulés de la journée : ceux qui ont tenté le passage dans les trains dans la soirée, qui se sont fait intercepter et ont passé la nuit dans le local de rétention accolé au poste-frontière de Menton.



Un salarié de MSF oriente les personnes refoulées de la France vers l'Italie, pour leur expliquer la situation et leur indiquer les lieux ressource à Vintimille, comme le centre Caritas où se trouvent plusieurs ONG. 26 septembre 2023. Crédit : Rana Aldiab, Maïa Courtois pour InfoMigrants

Deux très jeunes hommes sont parmi les premiers à en sortir. Capuches enfoncées sur la tête, ils appuient leurs corps fatigués sur un muret surplombant le paysage côtier en contrebas. "C'est la première fois que l'on essayait de passer", souffle Ibrahim*, la voix douce, les traits tirés. "Je ne savais pas que ça se passait comme ça, ici". À ses côtés, son ami ne dit rien. Il regarde obstinément la mer, bleue, immense sous le soleil du matin.

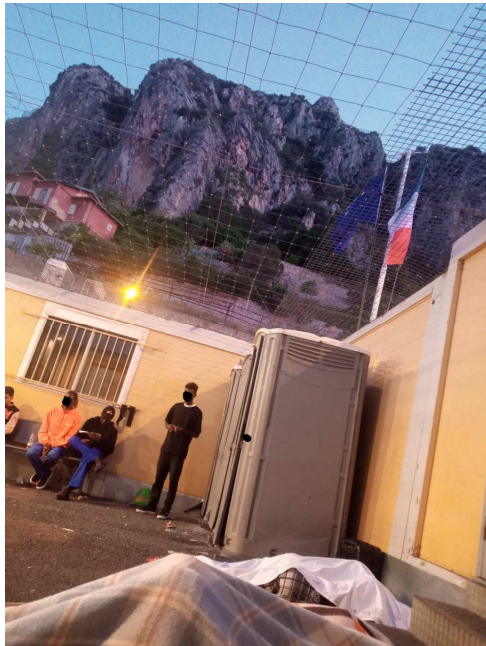
>> [À \(re\)lire : À la frontière franco-italienne, des migrants mineurs subissent des "traitements inadmissibles"](#)

Un homme âgé, tempes grisonnantes, arrive à son tour. Il porte trois sacs sous le bras, dont l'un contient une couverture. Sur sa doudoune sombre, un écusson blanc et rouge : "Keep going further" ("Continue d'aller plus loin"). Ali*, 49 ans, est Marocain. Il a quitté sa famille et ses quatre enfants pour une promesse d'emploi en Espagne. Afin d'éviter la dureté des contrôles entre les deux pays voisins, il est parti de Tunisie, en montant dans une embarcation en bois depuis Sfax pour rejoindre l'Italie. "Les passeurs nous ont donné un petit moteur, mais le bateau était cassé. Nous avons passé 24 heures à écoper l'eau du bateau, et je ne sais pas nager..."

De temps à autre, machinalement, l'homme porte sa main sur le côté gauche de sa mâchoire. Il garde au visage les séquelles de blessures infligées, assure-t-il, par des garde-côtes italiens lors de son débarquement à Lampedusa.

Hier soir, vers 21h30, "la police française m'a fait descendre du train. Ils ont dit des choses racistes. J'ai entendu l'un d'eux dire que j'étais un esclave", raconte-t-il, les yeux grands ouverts, brillants. "Je ne sais pas pourquoi ils nous ont détenus pendant toutes ces heures"

dans le local de rétention, soupire-t-il. "Nous avons dormi par terre. Quelqu'un fumait dans ce container, alors que je ne supporte pas la fumée".



Local de rétention accolé au poste-frontière de Menton-Garavan, photographié par un exilé qui y a passé la nuit du 26 septembre 2023. Crédit : InfoMigrants

Dans ce local, il n'y a "pas de lits, pas de chauffage en hiver, et des toilettes très sales", relève Cecilia Momi, chargée de plaider pour MSF en Italie. "On ne sait pas non plus qui est le gardien, la nuit", pour répondre aux appels d'urgence : ceux-ci sonnent régulièrement dans le vide, assure-t-elle. Les femmes y sont séparées des hommes.

Sollicitée pour un entretien avec la directrice départementale de la Police aux frontières (PAF), la préfecture des Alpes-Maritimes nous a opposé une fin de non-recevoir.

"100 à 120 refoulements par jour"

Les associations s'accordent à dire qu'entre 50 et 150 refus d'entrée sont délivrés chaque jour à Menton par les autorités françaises. Le rythme était de "50 à 80 refoulements" cet hiver, jusqu'au mois de mai environ, dénombre MSF. Depuis, "ce nombre a augmenté : on est autour de 100 à 120 refoulements par jour", affirme Cecilia Momi.

La période estivale est plus propice aux passages, donc aux refoulements. C'est aussi dans cette zone frontalière que les effectifs ont été renforcés tout au long de l'année, avec la création en juin d'une "border force" regroupant la PAF, les forces Sentinelle et les douanes. "On voit davantage de police", note Cecilia Momi ; et dans les trains, les contrôles sont quasiment "systématiques".

>> À (re)lire : [Lampedusa : 200 agents supplémentaires à la frontière franco-italienne](#)

Deux cents gendarmes et policiers supplémentaires vont aussi être déployés aux points frontaliers entre la France et l'Italie, a annoncé le ministère de l'Intérieur le 19 septembre, anticipant une [hausse des arrivées depuis Lampedusa](#). Ces derniers seront répartis aux différents points de passage entre la France et l'Italie, en particulier à Menton.

La préfecture des Alpes-Maritimes annonçait, le 22 septembre, avoir procédé à plus de 3 000 refoulements en deux semaines. Et 32 000 interpellations depuis le début de l'année, soit une augmentation de 20% par rapport à l'an passé. Mais attention au biais statistique : de nombreuses personnes sont refoulées plusieurs fois de suite. "On voit des personnes qui sont refoulées sept ou huit fois avant de passer", rappelle Cecilia Momi. Les chiffres sont donc faussés.

Une pratique contraire au droit européen

Karim* et Ahmed* en sont à leur deuxième tentative : "La troisième sera la bonne", espère le second, le visage éclairé d'un grand sourire malgré la nuit éprouvante qu'il vient de passer. Il se souvient de sa première tentative, le 22 septembre : "La police française m'avait menotté les mains", raconte-t-il en mimant le geste de ses poignets emprisonnés.

À ses côtés, son cousin Karim s'empresse de donner des nouvelles à sa sœur. Le visage de celle-ci, maquillée et affairée, apparaît sur l'écran depuis la Tunisie. "C'est catastrophique, je suis démoralisée quand je vois ce qui arrive à mon frère", confie-t-elle, la voix remplie d'émotions.



La voie ferrée à Menton-Garavan, première gare française après l'Italie. À quelques centaines de mètres de là se trouve le poste-frontière, à partir duquel sont refoulés les exilés. 26 septembre 2023. Crédit : Rana Aldiab, Maïa Courtois pour InfoMigrants

Un jugement de la Cour de justice de l'Union européenne vient de déclarer illégale ces pratiques systémiques de refus d'entrée. Le jugement "dit clairement que la façon dont le système de refus d'entrée a été jusqu'ici employé par la France est irrégulier. En continuant comme ça, la France contrevient au droit européen", explique Ulrich Stege, avocat en droit des étrangers et membre du [réseau ASGI](#), spécialisé sur ces questions. Une excellente nouvelle pour les associations qui émettent des recours depuis des années contre cette pratique - qui empêche notamment les personnes de déposer une demande d'asile.

>> À (re)lire : [La justice européenne rappelle que les refoulements systématiques aux frontières sont interdits](#)

En outre, le jugement ouvre une nouvelle voie pour les autorités françaises : la possibilité de mener des expulsions vers le pays de provenance (l'Italie, donc) et pas seulement vers le pays d'origine. De quoi nuancer légèrement la victoire des associations.

"Le sentier de la mort"

Face aux contrôles quasi systématiques dans les trains, certains tentent des voies alternatives. Particulièrement dangereuses. Par exemple, la marche le long de la voie ferrée ; ou de l'autoroute. Ou encore, la montée dans des camions. Au moins 45 exilés ont été tués depuis 2015 en empruntant ces voies alternatives.



Une affiche informant les personnes migrantes du danger de longer les voies de train, dans la tente de l'ONG Save The Children, au centre de Caritas à Vintimille. Crédit : InfoMigrants

Sans compter le passage par la montagne : entre 7 et 10 heures de marche - si l'on ne se perd pas -, sur des chemins escarpés. Le surnom de cette voie-là dit toute sa dangerosité : "Le sentier de la mort".

C'est cette option-là qu'ont pourtant choisi Ramzi et Maher, deux cousins partis eux aussi de Tunisie. "Nous avons essayé par la montagne car lorsque nous avons tenté le passage en train la première fois, il y a trois jours, la police nous a immédiatement arrêtés à Menton", justifient-ils. Cette fois, ce sont les militaires patrouillant en montagne qui les ont interceptés. "J'ai mal aux jambes", souffle Ramzi, "et nous n'avons pas mangé depuis quatre jours". Les voilà forcés de repartir, à pied, sur 9 kilomètres, jusqu'à Vintimille.

**Afin de préserver l'anonymat des interlocuteurs, tous les prénoms ont été changés.*